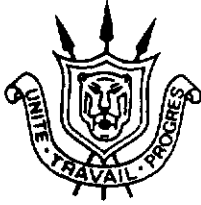


DN 2533

**REPUBLIQUE DU BURUNDI**

**PROGRAMME DES NATIONS UNIES  
POUR LE DEVELOPPEMENT**



**MINISTERE DE LA PLANIFICATION  
DU DEVELOPPEMENT ET DE LA  
RECONSTRUCTION**

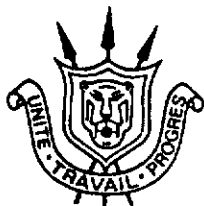
**Projet BDI/95/003 : Stratégie  
de Développement Humain  
Durable**

# **CONTRIBUTION THEMATIQUE AU RAPPORT SUR LE DEVELOPPEMENT HUMAIN DURABLE AU BURUNDI**

**THEME : LA GOUVERNANCE**

**REPUBLIQUE DU BURUNDI**

**PROGRAMME DES NATIONS UNIES  
POUR LE DEVELOPPEMENT**



**MINISTERE DE LA PLANIFICATION  
DU DEVELOPPEMENT ET DE LA  
RECONSTRUCTION**

**Projet BDI/95/003 : Stratégie  
de Développement Humain  
Durable**

# **CONTRIBUTION THEMATIQUE AU RAPPORT SUR LE DEVELOPPEMENT HUMAIN DURABLE AU BURUNDI**

**THEME : LA GOUVERNANCE**

## GOUVERNANCE

INTRODUCTION	p.1
CHAPITRE I : GOUVERNANCE ET BONNE GOUVERNANCE: LE SENS DU CONCEPT	p.2
I. Le concept de GOUVERNANCE	p.2
II. La bonne Gouvernance	p.3
CHAPITRE II : GOUVERNANCE ET GUERRE CIVILE : L' ETAT DES LIEUX	p.4
I. Un climat général perturbé .	p.4
II. Des institutions paralysées	p.6
III. Des acteurs sociaux en situation de rupture	p.8
CHAPITRE III : GOUVERNANCE ET GUERRE CIVILE: LES CAUSES DU CONFLIT	p.9
I. La nature du conflit au-delà de ses causes apparentes .	p.9
II. Un conflit multi-séculaire ou un problème récent?	p.10
III. Une gestion obscure des crises antérieures.	p.12
IV. Des phénomènes de paupérisation et d'abrutissement .	p.12

# GOUVERNANCE



## INTRODUCTION

1. La bonne gouvernance n'est pas seulement une condition nécessaire pour le Développement Humain Durable (DHD) , mais également un indicateur de ce dernier .

*"Le problème que les sociétés doivent surmonter est de créer un système de gouvernance qui encourage , appuie et soutienne le développement humain - en particulier pour les personnes les plus pauvres et les plus marginalisées . Cependant, la quête d'une notion de gouvernance bien articulée a tout juste commencé." (1)*

2. Pour un pays en crise grave comme le Burundi, la problématique de la bonne gouvernance est particulièrement difficile à aborder . En effet, cette situation de crise tend à réduire tous les aspects de la gestion des affaires publiques à des actions d'urgence , sans perspective . Car , tout effort de vision prospective se heurte à une série de déficits en termes de développement humain et de gouvernance précisément .

*" Le problème est alors de mettre en place non pas une bonne gouvernance , mais les institutions de base de la gouvernance . La première étape est la réconciliation - donner à la société la capacité de poursuivre un dialogue sur la signification de la gouvernance et les besoins de tous les citoyens . " (2)*

3. La présente réflexion suppose accepté par tous les protagonistes, fût-ce pour des raisons différentes, le postulat selon lequel la *réconciliation* est encore possible, ouvrant ainsi à la *Nation Burundaise* la possibilité de *survivre comme telle* à la crise et de s'ouvrir , en même temps , à des perspectives nouvelles.

Effectivement , même si l'histoire récente du Burundi a été marquée par des péripéties et des épreuves particulièrement tragiques , il n'en reste pas moins vrai que ce pays garde malgré tout une impressionnante réserve d'énergies pour passer le cap et réhabiliter la vision nationaliste et humaniste d'un destin solidaire .

4. C'est pourquoi la problématique du rapport entre **la qualité de la gouvernance** et **le degré du DHD** est abordée malgré tout suivant l'approche classique , qui part des constats pour déboucher sur des propositions d'actions concrètes, en passant par l'identification des exigences du saut qualitatif envisagé .

Après un examen rapide du contenu du concept même de *gouvernance*, nous allons présenter les principales caractéristiques de la situation actuelle , tenter de comprendre la nature et les causes de la crise , indiquer les conditions requises pour le redressement de la situation et proposer , enfin, une série d'actions à mener, pour le retour à une gouvernance normale , sans oublier de rappeler les principaux défis à relever pour consolider la stabilité retrouvée et ouvrir les perspectives du long terme .

## I. Gouvernance et bonne gouvernance : *le sens du concept*

### La gouvernance

5. *"Le PNUD définit la gouvernance comme l'exercice de l'autorité politique, économique et administrative dans le cadre de la gestion des affaires d'un pays à tous les niveaux . La gouvernance comprend les mécanismes, les processus, les relations et les institutions complexes au moyen desquels les citoyens et les groupes articulent leurs intérêts , exercent leurs droits et assument leurs obligations et auxquels ils s'adressent pour régler leurs différends ." (3)*

Ainsi comprise, la gouvernance est avant tout une PRATIQUE. Elle n'existe que dans son incarnation caractéristique de chaque pays à un moment donné de son histoire . Cette conception pragmatique de la gouvernance en révèle trois dimensions essentielles : économique, politique et administrative .

6. *"La gouvernance économique recouvre les processus de prise de décisions qui ont une incidence sur les activités économiques du pays et ses relations économiques avec les autres pays . "* C'est grâce à cette dimension de la gouvernance que peuvent être maîtrisés les problèmes relatifs au "niveau de vie", à la production, à la croissance, aux marchés, à la pauvreté, à l'équité , etc.

*"La gouvernance politique "* recouvre , quant à elle , le processus de conception et d'élaboration des "projets de société" dont *la gouvernance administrative* se charge de la mise en oeuvre .

### **La bonne gouvernance**

7. La qualité d'une gouvernance est toujours relative . Elle se réfère notamment à l'idéal du Développement Humain Durable, ainsi qu'aux objectifs intermédiaires poursuivis par toute organisation sociale bien conçue :

*-un style de direction participative* impliquant un maximum de personnes concernées et à tous les niveaux , pour que les priorités politiques , sociales et économiques soient fondées sur un large consensus , où même les catégories les plus défavorisées se retrouvent de plein droit ;

*-un système politique* où le fonctionnement des institutions et des administrations connaît un *suivi rigoureux* en vue d'une amélioration constante du sens des responsabilités et de l'efficacité;

*-un régime politique* centré sur la *confiance* entre gouvernés et gouvernants dans un *Etat de droit* ; mais, au-delà de la légalité formelle, cette confiance repose surtout sur la crédibilité du projet de société qui rallie les uns et les autres à une même vision d'un avenir partagé, sans oublier la qualité des hommes appelés à diriger les autres .

*-une organisation du secteur socio-économique* centrée sur le renforcement des capacités , la promotion des initiatives privées , ainsi qu'une juste répartition des biens et services .

8. En somme, les attributs du dirigeant réellement soucieux de la bonne gouvernance le rapprochent plutôt du "GARANT" que du simple "GERANT", quelles que soient les circonstances .

## II. Gouvernance et guerre civile : *L'état des lieux .*

9. Depuis plus de 4 ans déjà, le Burundi est déchiré par la guerre civile . Chez les observateurs comme chez les protagonistes, le choc psychologique est tel que toute prétention à la description objective des faits se heurte toujours à des émotions très vives, qui influent négativement sur la qualité des perceptions et des analyses .

Malgré ce grave inconvénient , il y a tout de même lieu de signaler trois caractéristiques de l'état des lieux , à savoir : un climat général perturbé, des institutions paralysées et des acteurs sociaux en situation de rupture .

### Un climat général perturbé

10. *C'est d'abord l'espace vital qui subit la plus grave perturbation* . La crise a éclaté brusquement dans la nuit du 20 au 21 octobre 1993, par un coup de force sanglant, avec des assassinats politiques en série , qui ont décapité l'Etat . Et par la même occasion, des actes de génocide ont mis à feu et à sang presque toutes les provinces du pays (4). Du jour au lendemain , l'Etat a pratiquement disparu . Une escalade était ainsi déclenchée . **La guerre** a pris toute la place; d'abord sans dire son nom, puis de façon tout à fait déclarée ; une guerre fratricide , qui a traumatisé tous les citoyens. Armement de la population civile, assassinats sélectifs, expéditions punitives, prolifération de milices , bavures sur bavures chez les hommes en uniformes , autant d'illustrations d'une tragédie sans précédent dans l'histoire du Burundi . (5)

11. Malgré le caractère particulièrement grave de cette généralisation des pires crimes, le sursaut tardif et ambigu de l'appareil étatique n'a pas réussi à relever le défi de **l'impunité** . Les droits les plus inaliénables , comme celui de l'intégrité physique et de la dignité humaine deviennent curieusement négociables et aléatoires . Et pour tout couvrir, l'impunité du crime a réduit au silence toutes les formes d'autorité, à commencer par celle de l'Etat, entraînée de façon absurde à son auto-destruction, pour laisser l'initiative à la rue, en laissant proliférer les ghettos ethniques .

12. Avec une assistance massive de la Communauté Internationale, le coup d'Etat échoue et un nouveau Chef d'Etat est élu par l'Assemblée Nationale et installé le 5/2/1994, après des mois de pourparlers houleux, sur fond d'une tension sociale extrême . Ce Chef d'Etat intérimaire devait disparaître à peine deux mois plus tard, dans le même accident d'avion qui a emporté le Chef de l'Etat Rwandais , le 6/4/1994 . Une rébellion s'est aussitôt constituée autour d'un ancien Ministre d'Etat à l'Intérieur et à la Sécurité Publique , qui a carrément déclaré la guerre à l'Etat Burundais .

La Convention de Gouvernement négociée de juin à septembre 1994 , dans la même situation d'insécurité totale , n'a pas tardé à se révéler caduque du simple fait que les signataires ne l'ont jamais respectée , sauf pour le partage des postes de responsabilité . C'est sous ce régime que la guerre civile s'est intensifiée, pendant que tout l'appareil de l'Etat semblait dans le marasme politique et la gabegie .

13. Le 25 juillet 1996 , survient , par un coup d'Etat sans effusion de sang , un nouveau régime , qui promet de restaurer l'autorité de l'Etat pour protéger la Nation Burundaise contre la menace réelle de destruction totale .L'écrasante majorité de la population Burundaise, toutes catégories confondues y a vu une source d'espoir . Dans certains pays étrangers , par contre, cet événement a soulevé un tollé général . Un embargo total a été intempestivement décrété le 31/7/1996 par un certain nombre de ces pays , en violation flagrante des dispositions pertinentes du Droit International et des Conventions Internationales en vigueur . Même si ces sanctions n'ont été officiellement entérinées ni par l'ONU ni par l'OUA, elles n'en ont pas moins réussi à isoler pendant plus d'une année un pays déjà enclavé et miné par une guerre intestine particulièrement barbare .

14. Les frustrations engendrées par une telle situation ne peuvent qu'influer négativement sur *l'espace de liberté*. En effet, la crispation se généralise aussi bien chez les gouvernants que chez les gouvernés . Du reste , la même nervosité s'observe de par le monde, suivant le degré d'implication dans les enjeux de la crise en cours . C'est sans doute pour cela que les tentatives de bons offices ou de médiation n'ont guère produit de résultat. Le constat est que la sérénité semble impossible dès que l'on aborde la problématique de la crise Burundaise à l'intérieur comme ailleurs .



15. Malgré tout, il faut noter à l'actif du régime issu du changement du 25/7/1996, une nette amélioration sur le plan sécuritaire et une ouverture de la classe politique à une recherche mieux concertée du retour à une paix durable . L'Etat Burundais existe bel et bien , avec un fonctionnement entravé, mais encore assez autonome dans tous les secteurs .

16. *Quoi qu'il en soit , la rupture de l'équilibre social fait partie des constats à faire .*

En effet, à partir du moment où le simple fait d'être *Burundais, Hutu , Tutsi ou Twa* n'est plus innocent , la **conscience nationale** s'en trouve diminuée ; et les autres appartenances deviennent comme des ghettos . Et si, de surcroît, les citoyens de cette même Nation se rejettent la responsabilité de tous les malheurs qui frappent les uns et les autres , la **cohésion sociale** est ruinée. C'est le règne de la peur panique, de la solidarité négative et du réflexe **d'hostilité à fleur de peau** .

C'est ainsi que l'on observe depuis le début de la crise des phénomènes inconnus auparavant , tels que la "balkanisation ethnisante" des provinces , communes , collines et quartiers après de sombres péripéties d'épuration ethnique . Les écoles , les prisons, les administrations, les hôpitaux , et même les églises n'ont pas échappé à ce problème .

### **Des institutions paralysées**

17. Pour commencer, la **légitimité** du régime est contestée malgré toutes les justifications qu'il s'est données . Les sacrifices consentis par le gouvernement pour prouver sa bonne foi à l'opinion internationale ont produit un *malaise profond à l'intérieur* du pays , sans convaincre pour autant à l'extérieur . Il faut ajouter à cela les conséquences néfastes des sanctions économiques dont le poids ne fait que s'alourdir au fil des jours .

**18.** Indépendamment du fait que certaines institutions ou organisations politiques d'abord suspendues lors du coup d'Etat du 25/7/1996, puis autorisées par la suite à reprendre leurs activités, n'ont jusqu'ici entrepris aucune action d'envergure pour le redressement du pays, une *crise de confiance et d'autorité* s'observe partout : au sein de chaque institution, dans les relations entre institutions, dans la société civile, ainsi que dans les mécanismes de contrôle de cette dernière par l'appareil étatique.

Il convient cependant de noter que le pouvoir exécutif complètement paralysé par un dualisme irréductible au sommet de l'Etat a retrouvé son indispensable cohérence avec le Changement du 25/7/1996. Les nettes améliorations constatées sur le plan de la sécurité et de l'ordre publics n'auraient pas été possibles sans cela. Il n'empêche qu'aux yeux de l'Assemblée Nationale, ce pouvoir utilisé n'est qu'un pouvoir usurpé.

**19.** Mais le fonctionnement de l'Assemblée Nationale ne s'est jamais relevé. Pour tout bilan, la session d'Avril 1996 n'a compté qu'une seule journée de séance plénière. Les autres jours ont été perdus, faute de quorum. Au lendemain du 25/7/1996, un phénomène nouveau s'est fait jour : certains membres de l'un des deux groupes parlementaires se sont ralliés à la rébellion armée et l'ont déclaré publiquement. Depuis lors, cette institution n'existe pratiquement plus que de nom.

**20.** Le pouvoir judiciaire n'a guère mieux résisté à la crise. Assiégée par des intimidations permanentes, fragilisée par un dénigrement institutionnalisé, dénué de tout moyen d'action, la magistrature s'est retrouvée face à une disqualification de fait au moment même où la situation exigeait sa force et son indépendance. Avec le changement du 25/7/1996, l'urgence de la lutte contre l'impunité a rappelé cette magistrature à ses responsabilités, un minimum de moyens lui ont été octroyés et l'on peut observer une évolution positive dans le secteur.

**21.** Enfin, sans cesser d'exister, tous les partis politiques et la plupart des associations de la Société Civile ont perdu toute crédibilité, ou, du moins, ne fonctionnent plus normalement.

22. L'une des conséquences néfastes de toutes les distorsions provoquées par la crise , c'est que le pays tout entier a fait la pénible expérience *d'un dysfonctionnement structurel* se traduisant par le désarroi et l'impuissance face à tous les défis dressés devant lui. Les **clivages les plus dangereux** se sont radicalisés, donnant ainsi lieu à un développement parallèle *d'aspirations contradictoires* . Par ce fait même, la voie du compromis était bloquée par la **disqualification de toute initiative de médiation ou d'arbitrage** .

### **Des acteurs sociaux en situation de rupture**

23. Il reste à savoir si les acteurs sociaux ont encore une marge de manoeuvre pour reprendre l'initiative et redresser la situation. Encore faut-il qu'ils se reconnaissent des *rôles respectifs* et acceptent d'opérer dans une logique de complémentarité . Il se fait malheureusement que ces acteurs sociaux sont en situation de rupture .

A l'intérieur du pays, le Gouvernement , l'Assemblée Nationale, la Classe politique, la Société civile et la Représentation de la Communauté internationale accusent une incompréhension manifeste du rôle d'un chacun .

A l'extérieur du pays , aucun pôle d'attraction n'est formellement reconnu pour authentifier les informations et légitimer les initiatives . Les uns continuent à parier sur la nécessaire victoire de la rébellion et s'y investissent pendant que d'autres s'inscrivent en faux ou gardent le profil bas .

La confusion entraîne insensiblement les uns et les autres vers le mépris du Droit, de la Loi et des Conventions . Les alibis sont bien connus : "droit d'auto-défense", "raison d'Etat" ou encore "droit d'ingérence humanitaire" .

24. Face à des constats d'une telle gravité, quiconque souhaite formuler la moindre suggestion concernant le rétablissement d'une gouvernance compatible avec l'idéal du DHD doit commencer par réfléchir aux causes de la crise et sa nature . La pertinence des stratégies et attitudes à adopter pour faire sortir le pays de la situation de guerre et de désordre social est à ce prix .

En effet, la guerre civile au Burundi provient d'une situation conflictuelle qui a une histoire et des enjeux . Tout effort de résolution de ce conflit devra donc reposer sur une bonne compréhension de son évolution et de ses mobiles .

### III. Gouvernance et Guerre Civile

#### *Les causes du conflit .*

**25.** Parmi les plus préoccupantes questions posées à quiconque veut comprendre, au-delà des caricatures , des stéréotypes et des spéculations , la nature et les causes des crises chroniques qui frappent le Burundi depuis bientôt quatre décennies, il y en a une qui est particulièrement lourde de conséquences : *savoir pourquoi les mêmes causes ne produisent pas ailleurs les mêmes effets qu'au Burundi ?* Les autres interrogations peuvent être considérées comme simplement complémentaires :

- a-t-on affaire à un conflit multi-séculaire ou à un phénomène récent ?
- pourquoi les crises successives deviennent-elles de plus en plus graves au fil du temps ?
- quelle part la pauvreté et l'ignorance ont-elles dans la motivation des comportements barbares observés en temps de crise ?

#### **La nature du conflit au-delà de ses causes apparentes.**

**26.** *Les antagonismes politiques et idéologiques* apparaissent aux yeux des observateurs du Burundi contemporain comme la cause la plus évidente des crises à répétition qui le caractérisent . La problématique est alors présentée en termes de principes démocratiques ignorés ou de dignité de la personne humaine bafouée ,et c'est malheureusement vrai dans une certaine mesure. Cependant , l'extermination systématique de l'adversaire n'a pas été observée dans tous les pays confrontés avec les mêmes problèmes . C'est pourquoi des notions aussi limpides que "démocratie" et "droits de l'homme" ont acquis au Burundi une connotation effrayante ou mobilisatrice suivant les cas, mais toujours en porte-à-faux avec leur signification généralement admise .

27. *Les injustices sociales et économiques* sont également invoquées pour expliquer les violences cycliques au Burundi . Ces disparités sont d'ailleurs mises , à juste titre , sur le compte des carences en matière de gouvernance . Mais, là aussi , les analystes restent encore redevables d'une explication pour le phénomène singulier , qui consiste à subordonner la conquête de la justice sociale à la suppression physique du groupe incriminé .

28. *Les expéditions punitives et les répressions disproportionnées* constituent également , en temps de crise, un élément non négligeable pour comprendre l'escalade de la violence . La spirale infernale est telle que la confusion la plus totale couvre des réalités aussi tranchées que "VICTIME" et "BOURREAU", l'un des termes prenant le sens de l'autre selon les points de vue , comme s'il pouvait y avoir des crimes tolérables . Mais l'accumulation de haine, de rancœur et de barbarie prend finalement son origine dans un "contentieux de sang" bien particulier, qui fait la tragique singularité ou la nature du "conflit Burundais" .

### **Un conflit multi-séculaire ou un phénomène récent ?**

29. Face à cette situation confuse, où , visiblement , les mêmes causes ne produisent pas nécessairement ailleurs les mêmes effets qu'au Burundi, la plupart des observateurs non avisés se donnent à croire que la singularité de ce phénomène se situe dans une tradition Burundaise censée chargée des pires injustices sociales, notamment sous le régime monarchique de l'Etat Burundais traditionnel .(6) Une erreur supplémentaire d'appréciation réside dans le fait qu'il est devenu habituel de comparer ce régime monarchique avec celui du Moyen-Age Français, avec ses Seigneurs et ses Serfs . (7) Une autre comparaison aujourd'hui en vogue dans certains milieux, mais encore moins pertinente que la précédente offre comme référence pour comprendre le problème Burundais l'idéologie et la pratique de l'APARTHEID Sud-Africain . (8)

30. Or, à propos du régime monarchique, par exemple, il convient de faire remarquer que dans la sous-région, le royaume du Burundi n'a pas évolué en vase clos . D'autres royaumes de même type sont bien connus : le Rwanda, la Bunyoro, le Buganda, le Nkole, le Buha, le Bushi, le Bushubi, le Kizbia, la Kyamutwara, le Kyanja, l'Ihangiro, le Bugabo et le Karagwe . (9)

De tous ces royaumes , seuls le Rwanda et le Burundi ont pu passer de l'Etat-Nation traditionnel à l'Etat moderne avec à peu près les mêmes frontières territoriales , le même nom , les mêmes populations et le même patrimoine culturel .

En outre , ces deux Etats ont été soumis au même régime tutélaire du Royaume de Belgique, et c'est uniquement dans ces deux Etats qu'il a été question de génocide depuis la décolonisation.

31. A l'état actuel des connaissances, le concept de *race* n'a jamais pu être scientifiquement défini en ce qui concerne *l'espèce humaine*. Les *ethnies* et les *tribus* , sont , quant à elles , des concepts empiriques inventés ou vulgarisés au début du siècle pour les besoins des sciences sociales appliquées aux colonies .

32. La structure sociale du Burundi traditionnel ne reposait ni sur l'organisation en villages, ni sur la distinction des races, des ethnies ou des tribus . Tout l'édifice social était bâti plutôt sur la conception unitaire d'un Etat - Nation organisé en "familles" ou "clans" reconnus à travers tout le pays et dont l'institution des Bashingantahe régulait les ambitions tout en assurant , le cas échéant, la médiation , la conciliation et l'arbitrage à tous les niveaux . C'est grâce à cette institution intermédiaire et toujours proche des gens que le système traditionnel a pu éviter à la société Burundaise les tendances à la globalisation, au dualisme, au manichéisme et finalement à la confrontation .

33. En tout état de cause, l'histoire du Burundi traditionnel ne relate aucune forme d'affrontement entre Hutu et Tutsi comme tels. Le problème "Hutu-Tutsi" , tel qu'on le connaît aujourd'hui, est donc littéralement un produit de la colonisation . Les derniers développements de cette entreprise de "tribalisation" sont bien connus . Pour n'en citer que deux, il y a lieu de rappeler d'abord une phrase tristement célèbre , puis une décision du pouvoir de tutelle .

"Il y a un problème *"Tutsi-Hutu"* : voilà la phrase prononcée en Décembre 1958, par Monsieur Jean-Paul HARROY, dernier Gouverneur - Général du RWANDA-URUNDI . Quant à la décision, qui a eu comme effet la destruction d'un système social garant de la "paix ethnique" pendant des siècles, elle a consisté à supprimer les structures de l'administration territoriale traditionnelle en décrétant la destitution de tous les chefs de chefferies . C'est là que se sont fait jour les "prémices du drame", comme l'atteste une déclaration gouvernementale Belge de Novembre 1959 . (10)

### **Une gestion obscure des crises antérieures.**

34. Même en admettant que la crise actuelle fait partie d'une série d'autres manifestations d'un problème créé par l'autorité de tutelle pour fragiliser le nationalisme anti-colonialiste, ou se ménager une sortie honorable, une question reste posée : comment se fait-il qu'après tant de crises cycliques, les analyses et les propositions de solutions n'ont jamais permis la moindre maîtrise du phénomène ? Alors que chaque crise est toujours plus grave que la précédente, l'effort de clarification se heurte toujours au constat d'une incompréhension manifeste sur les tenants et les aboutissants de l'étape antérieure .

35. Chaque péripétie prend tout le monde de court . Les intervenants réagissent généralement sans trop savoir s'ils ont tous la même compréhension du problème à résoudre . En schématisant, on pourrait dire que le drame se joue toujours en trois actes : d'abord une flambée de violences et de massacres hystériques, ensuite une répression implacable et enfin une période de prolongement de cette répression sous forme d'humiliations et d'exclusion globalisante , soit-disant pour dissuader à tout jamais. Le résultat est toujours le même : une accumulation effrayante de haine et de frustrations , source d'une nouvelle flambée de folie meurtrière , et le cycle tragique recommence . Les réminiscences nostalgiques de la société traditionnelle harmonieuse ne peuvent rien y changer . Seul le diagnostic authentique du mal permettra de le guérir .

### **Des phénomènes de paupérisation et d'abrutissement**

36. Un homme qui a faim n'est plus tout à fait un homme libre . Une jeunesse sans avenir plausible peut vite constituer un redoutable danger public dans n'importe quel pays ; mais aussi une proie trop facile pour les charlatans et les démagogues .

Dans un pays comme le Burundi, où plus de 64% de la population ont moins de 25 ans, (11) et où l'on vit encore essentiellement de l'agriculture de subsistance , le morcellement de terres cultivables de plus en plus exiguës et de moins en moins fertiles rend les gens trop facilement manipulables . Quand on sait , par ailleurs , avec quelle facilité le pouvoir politique peut cesser d'être un honneur ou un service public pour devenir un "gagne-pain", ou encore le redoutable privilège d'exercer le monopole de la "violence légale" , il est aisé de comprendre les dégâts que peut produire dans de telles conditions la passion du pouvoir .

## II. Gouvernance et retour à la paix *les conditions requises*

37. Pour passer de la guerre à la paix, il est un principe universel qui s'impose d'entrée de jeu, mais qui doit s'adapter à chaque situation : c'est le *rapprochement des forces antagonistes par les soins d'une médiation ou d'un arbitrage*. Pour le cas d'espèce, la guerre en question porte un cachet tellement singulier qu'il faudra remplir un certain nombre de conditions avant de procéder au dialogue indispensable. Il convient de citer notamment l'urgence de restaurer la sécurité et l'ordre publics, ainsi que la nécessité de procéder à des innovations de nature à faire accepter aux Burundais un "contrat social" rénové.

### **Restaurer la Sécurité Publique**

38. *Par la réprobation collective et la répression légale de la violence*, comme première étape vers la normalisation de la situation. Il faut, pour cela, que tous les intervenants parlent le même langage. Cela veut dire qu'ils reconnaissent le principe du rejet de toutes les formes de violence, quels qu'en soient les prétextes ou les auteurs. Il faut, pour cela, des règles de jeux connues de tous et acceptées par tous ; mais il faut surtout des instruments juridiques efficaces pour réprimer tout contrevenant.

A priori, aucune guerre ne peut être tolérable, car elle finit toujours par dégénérer en une violence aveugle. Dans tous les cas, les populations civiles ne peuvent pas être des objectifs militaires, quel que soit le statut du combattant.

39. *Par un programme d'auto-défense cohérent et concerté*.

L'administration à la base doit être responsabilisée au plus haut point, pour qu'elle sache qu'elle a à répondre de la vie des citoyens et de leurs biens. Elle doit en répondre effectivement en cas de défaillance. Cette rigueur est d'autant plus impérieuse qu'il existe malheureusement des précédents catastrophiques en ce domaine, puisque l'on sait notamment, qu'en octobre 1993, des responsables administratifs ont fait tuer ou exécuté personnellement et sommairement certains de leurs administrés, ciblés par eux pour être massacrés. Pour remettre les populations en confiance, il faut impérativement repenser le système administratif à la base, en privilégiant leur mission de protection impartiale des administrés.



**40. *Par la création d'un environnement international moins hostile au peuple Burundais tant éprouvé .***

Sur le plan diplomatique, le Burundi en crise accuse un déficit grave depuis l'éclatement de la crise . La question qui se pose concerne la recherche d'une attitude cohérente en ce domaine pour donner à la sécurité publique un maximum de chance . En effet, avec la mondialisation de la gestion de toutes les "affaires "de ce genre aujourd'hui, toute carence dans le domaine de la communication ne peut qu'avoir des conséquences désastreuses . C'est notamment à cause de ce genre de lacunes que l'on reproche le plus souvent à tort à la Communauté Internationale des erreurs d'appréciations alors qu'elle a peut-être reçus des signaux contradictoires ou incompréhensibles .

**Restaurer l'ordre public**

**41. *Par le démantèlement de tous les ghettos générés par la guerre*** . Ces ghettos sont nés à cause de l'insécurité généralisée . Seul un accroissement de la maîtrise sur les menaces et les risques peut directement produire un effet de décrispation de l'atmosphère.

Mais on peut également imaginer d'autres moyens indirects: notamment la création de pôles économiques susceptibles de vaincre la peur paralysante des ghettos par l'intégration à une activité productive , à condition que l'accès y soit ouvert équitablement et que les infrastructures y soient efficacement protégés .

**42.** Ce genre d'initiatives constituent en même temps le meilleur argument en faveur du rapatriement de tous ces honnêtes réfugiés qui, ayant fui la guerre, ont été finalement contraints de devenir des guerriers , bien malgré eux . Dans cet ordre d'idées, les jeunes écoliers, élèves ou étudiants constituent la catégorie la plus "intéressante" . Leur retour volontaire et encouragé ainsi que leur réinsertion bien réussie représenteraient une chance énorme pour l'ordre et la sécurité , dans l'exacte mesure où leur embrigadement trop facile à l'étranger constitue à terme une grave menace pour la paix .

**43.** Dans tous les cas , des politiques volontaristes d'incitation à la tolérance doivent être conçues , en priorité pour les catégories sociales à l'esprit suffisamment ouvert et donc théoriquement plus à même de s'accepter mutuellement . Des rencontres tous azimuts doivent être organisées à l'intention de groupes aussi diversifiés que possible, pour des compétitions sportives ou des manifestations culturelles , par exemple .

44. Mais , par dessus tout, il faut veiller à ce qu'un maximum de jeunes Burundais puissent grandir ensemble loin de tout ghetto, dans une acceptation mutuelle toute naturelle, toute spontanée . Face à une telle exigence , il semble impérieux de remettre sur le tapis certaines questions posées par la prise en charge de la jeunesse dans les écoles suite aux ravages de la guerre . Ainsi , le projet gouvernemental de supprimer progressivement les internats scolaires pour des raisons économiques compréhensibles risque de produire des effets pervers irréparables sur le plan social . En effet, dans certaines provinces particulièrement frappées par la crise, les écoles deviendront tout naturellement des ghettos ethniques , si l'on y prend pas garde .

*45. Par la redynamisation des administrations locales .*

Les collectivités locales n'ont pas seulement besoin de protection de leur intégrité physique . Ce minimum indispensable doit être complété notamment par la recherche du retour à une cohésion et une solidarité sociales qui vont de pair avec le retour à l'autorité traditionnelle de conciliation , à la gestion de la paix sociale et de l'ordre public . C'est pourquoi le mode de désignation des chefs locaux devra être revu, pour privilégier les qualités encore acceptées par tous du "Mushingantahe", par rapport à toutes les appartenances dont on parle aujourd'hui .

*46. Par la réhabilitation de l'autorité judiciaire traditionnelle et moderne .*

Qu'elle soit de conception traditionnelle ou moderne , l'autorité judiciaire a été malmenée tout au long de la crise . Des phénomènes déplorables s'en sont suivis, qui n'ont fait qu'aggraver la situation : arrogance de l'impunité, vendetta, "justice" sauvage, abus d'autorité, banditisme , pillage du patrimoine national, anarchie et règne de l'arbitraire en tout , confusion systématique entre la force et le droit .

Il faut à tout prix restaurer le respect sacré de la loi et de l'autorité judiciaire . Il faut , en particulier , promouvoir et faire respecter la justice à la base. Il faut absolument redonner à la justice son rôle de pilier irremplaçable de l'ordre public .

**Procéder à des innovations de nature à faire accepter un  
"contrat social" rénové .**

**47. Pour assumer et dépasser une fracture sociale sans précédent .**

**-Ré-inventer la conscience collective de l'histoire commune .**

Il est un fait que depuis quelques années , deux visions parallèles de l'histoire du Burundi se sont développées en même temps . Avec ces visions concurrentes, est apparue de part et d'autre, une tendance plus ou moins consciente d'effacer l'histoire commune, ainsi qu'un réflexe de "négationnisme" systématique pour tout crime commis contre "l'autre". Le Burundi est une Nation dont l'histoire a traversé des siècles . Les amis du Burundi devraient pouvoir aider les Burundais obnubilés par l'habitude du malheur, à retrouver leur mémoire commune . Car les Burundais ont besoin de ré-apprendre à assumer le destin de leur Nation , avec ses heures de gloire et ses périodes de turpitude . La perspective commune d'un avenir partagé est à ce prix .

**48. Ré-inventer la conscience d'une même culture nationale .**

Malgré la destruction de tous les ensembles vitaux par la crise, il semble que la connivence d'ordre culturel soit plus difficile à détruire . En effet, recourir aux mêmes références culturelles pour décliner son identité, c'est reconnaître l'existence d'une affinité profonde quelque part . C'est une chance rare en Afrique dont jouit le Burundi . Parmi les stratégies de reconstitution de la cohésion sociale relâchée, la promotion de la culture Burundaise compte sûrement parmi les plus judicieuses . A titre d'exemple, si les Burundais parlaient systématiquement de leurs affaires dans leur langue maternelle, que de malentendus seraient évités ! Si les jeunes artistes Burundais avaient plus d'occasions de créer ensemble , la conscience de contribuer à l'enrichissement du même patrimoine culturel les rendrait certainement plus libres , plus épanouis , plus confiants en eux-mêmes .

**49. Ré-inventer la volonté commune d'un avenir partagé .**

A travers un dialogue national franc, les jeunes , les paysans , les salariés , les dirigeants, les hommes d'église, les hommes d'affaires, bref, toutes les catégories de citoyens feraient l'expérience d'un même besoin : se reconnaître dans un pacte à sceller pour l'avenir . Il ne resterait plus qu'à s'inscrire dans une même logique de construction de cet avenir . Si une volonté politique réelle accompagne ce processus, il y a lieu de faire confiance aux citoyens Burundais, parce que parmi eux, l'écrasante majorité aspirent sincèrement à la paix . Mais il faut compter avec le temps .

**50. Pour rétablir l'échelle des valeurs républicaines .**

Toutes les énergies nécessaires doivent être consacrées à la consolidation des piliers de **la stabilité et de la paix sociale**.

*La moralité personnelle et publique des dirigeants* , par exemple, doit désormais retenir une attention toute particulière . C'est elle , en effet, qui constitue la base et le modèle pour la moralité des autres citoyens à tous les niveaux . C'est en elle que l'on doit trouver la garantie d'une meilleure gestion des affaires du pays .

*L'impartialité de l'Etat, la solidarité nationale, la décentralisation* de la gestion des affaires publiques et *le partage équitable des responsabilités* sont autant d'autres exigences à satisfaire nécessairement dans la recherche de la stabilité et de la paix sociale. Cependant , comme la paix et la stabilité ne sont pas des fins en soi, il faut également cultiver des valeurs réputées indispensables dans la recherche de la meilleure voie vers le DHD .

Il s'agit notamment *du droit de propriété, de la libre entreprise, du culte du mérite et de la facilité de circulation des personnes et des biens* , ainsi que *la participation* du plus grand nombre et à tous les niveaux , tant pour concevoir et réaliser que pour évaluer les politiques et leur mise en oeuvre .

**51. Pour mettre en place des mécanismes populaires de régulation et d'arbitrage** , trois directions au-moins doivent être minutieusement explorées pour procéder aux innovations indispensables .

- D'abord , *la restauration de l'autorité morale et l'actualisation de l'institution des Bashingantahe* .

Il ne fait aucun doute que l'autorité morale fait défaut dans la plupart des structures de la société Burundaise d'aujourd'hui. Or, sans elle, aucune institution , aucune organisation ne pourrait tenir . Il faut donc retrouver des références morales reconnues comme telles par tous, susceptibles de constituer réellement un recours pour tous . L'institution des Bashingantahe fonctionnait ainsi dans la société traditionnelle . Là où elle est encore respectée , on a vu que le pire a pu être évité . Là , par contre , où elle a été piétinée, le pire s'est produit et cela n'a servi que les forces du mal à tous les niveaux , pour le malheur de tous . L'actualisation de cette respectable institution dans les conditions réelles du Burundi d'aujourd'hui s'impose pour finir comme une condition sine qua non pour réconcilier la Nation Burundaise avec elle-même .

**52. -** Ensuite, *l'émergence d'une société civile diversifiée et bien intégrée* .

Dans une société non encore suffisamment "libérale", la politique envahit tout . Des contre-pouvoirs assez autonomes doivent se constituer et se consolider, contrôler et appuyer les pouvoirs publics , selon les cas, mais toujours au bénéfice du bien commun . Pour cela , le renforcement de la vie associative revêt une importance d'autant plus cruciale que les partis et autres organisations politiques ont lamentablement échoué .

**53. -** Enfin, *la promotion et la protection de la liberté d'opinion et d'expression* .

La liberté d'opinion et d'expression se heurte à des difficultés contradictoires . D'une part, les médias supposés incarner cette liberté ont joué un rôle plutôt négatif durant cette crise, en attisant les sentiments de haine et en radicalisant les divisions .

D'autre part, ils ont tous été , curieusement , soit combattus soit utilisés par le pouvoir , pour des mobiles parfois obscurs . L'émergence d'une presse responsable, portée par une déontologie professionnelle stricte, voilà le premier pas qui doit être franchi pour la promotion et la protection de la liberté d'opinion et d'expression .

Mais là aussi, tant que l'opinion publique Burundaise se limitera aux seuls utilisateurs de la langue française, à plus de 90% de la population , des millions de Burundais non-francophones resteront marginalisés , avec ,comme conséquence , la méconnaissance par l'observateur non averti de la véritable opinion de l'écrasante majorité silencieuse . La plupart des malentendus concernant la réalité Burundaise sont dus à cette grave anomalie .

**54.** Pour un pays en guerre comme le Burundi, parler de la qualité de la gouvernance en rapport avec le DHD, c'est accepter d'aborder l'épineuse question de la normalisation de la situation . Dans l'hypothèse de la présente réflexion, ce retour à la normale suppose que la sécurité publique et l'ordre public sont restaurés . Par la suite , il a été suggéré une série d'innovations à introduire pour ouvrir de nouvelles perspectives . Mais pour ce qui est des actions concrètes à mener, ces deux étapes ne se réalisent pas dans une suite chronologique stricte .

### III. Gouvernance et Stabilité : *les actions à mener* .

55. Parmi les contraintes d'une programmation d'actions orientées vers une perspective de bonne gouvernance en passant par la résolution d'un conflit armé , le caractère nécessairement aléatoire de toute vision prospective à long terme mérite d'être cité . En effet, le rétablissement préalable et urgent de la paix polarise toutes les énergies et privilégie les décisions ordonnées à parer au plus pressé . Néanmoins, la recherche d'une *paix durable* doit tenir compte du paramètre "durée" et ne peut donc jamais se réduire à des opérations purement conjoncturelles et sans lendemain . C'est pourquoi, en plus des actions d'urgence et de court terme, il reste impérieux d'ouvrir des perspectives sur le moyen et le long terme , pour pouvoir , enfin, tabler sur un système de gouvernance basée sur la *stabilité* .

#### **Actions urgentes pour le retour à une paix durable**

##### 56. *Faire cesser les hostilités sur le plan militaire* .

Les victimes des attaques et des répliques entre l'armée régulière et les rebelles sont généralement des populations civiles . Plus que les autres crimes de guerre , les attaques dirigées contre des populations civiles sans défense doivent être condamnées sans équivoque . En tout cas , le retour à une paix véritable restera impossible tant que ce genre d'agressions durera . Qui pis est, ces attaques ont le plus souvent des visées génocidaires manifestes; (11) ce qui donne à cette guerre un cachet particulièrement odieux. Ces considérations tendent à montrer que la fin des hostilités sur le plan militaire ne sera pas réalisée par les seules opérations militaires .

*57. Faire cesser les hostilités sur le plan diplomatique, notamment par la levée de l'embargo imposé au pays .*

Chacun sait que les sanctions imposées au Burundi depuis le 31/07/1996 constituent une mesure grave dont le protocole n'a respecté aucune procédure légale ou réglementaire et dont les conséquences néfastes frappent les catégories sociales les plus vulnérables . Pour autant , cette pression exercée inconsidérément sur le peuple Burundais n'a pas réussi jusqu'aujourd'hui à infléchir le cours des événements . Tant que cette situation durera, les perspectives de paix resteront sérieusement compromises .

*58. Faire cesser les hostilités sur le plan médiatique .*

Par leurs médias publics interposés, certains pays trahissent leur parti-pris dans la crise Burundaise . Ces médias diffusent une information tendancieuse , qui ne fait qu'alimenter la machine de guerre . Le résultat est que la logique de paix ne parvient pas à s'imposer .

*59. Dresser rigoureusement le triste bilan des pertes et destructions causées par la guerre .*

Dans une situation de guerre intestine et fratricide comme celle du Burundi, il faut faire ce bilan, notamment pour fournir un fondement crédible à l'indispensable travail de la justice ; mais aussi, pour évaluer l'ampleur des pertes et destructions en vue de la reconstruction attendue . Si l'on n'accepte pas de regarder la triste réalité en face, la logique du redressement et de la paix laissera la place aux manipulations et aux spéculations .

*60. Mettre en place des mécanismes d'identification et d'assistance des victimes de guerre et de réinsertion sociale des éléments démobilisés de l'armée régulière et de la rébellion armée .*

C'est là une question de justice sociale et de justice tout court . Tant de morts sans sépulture, tant de vieillards ,de femmes et d'enfants rescapés des massacres, traumatisés et dénués de tout, tant de familles pourchassées et condamnées à l'errance, tant de jeunes frustrés de leurs projets de formation scolaire et universitaire pour devenir des chairs à canon ou pour être jetés en pâture à des charlatants ou à des propagandistes de la violence absurde , comment imaginer une perspective de paix qui n'en tiendrait pas compte ?

**61. Créer les conditions d'un dialogue franc entre Burundais, de la base au sommet de l'échelle sociale .**

A ce propos , il faut couper court avec l'habitude des débats artificiels et donc sans intérêt , puisque les conclusions sont déjà connues à l'avance . Les interlocuteurs à privilégier appartiennent à l'écrasante majorité des Burundais , qui veulent la paix et sont prêts à lui consentir des sacrifices . Quant aux questions à inscrire à l'ordre du jour, la classe politique ne devrait en décider valablement que sur base des aspirations réellement exprimées par la population . Le discours sur la population ou au nom de celle-ci doit donc céder la place à l'écoute de cette même population .

**62. Imposer une logique de RECONSTRUCTION NATIONALE .**

Parmi les indices du passage de l'insécurité à la paix, la perspective d'une relance du secteur de l'économie est sans nul doute l'un des plus rassurants . Mais en ce domaine peut-être encore plus qu'ailleurs, les politiques les plus audacieuses peuvent déboucher relativement vite sur des innovations très difficiles à faire accepter en temps normal ; notamment pour repenser les questions de l'habitat, de l'entraide sociale , des associations et coopératives dans les corps de métiers et tant d'autres .

### **Actions pour le court terme**

**63.** Ces actions sont destinées à mettre en place des mécanismes et des institutions susceptibles de garantir une paix sociale durable .

**64. Organiser un débat national .**

Après avoir créé les conditions d'un dialogue naturel et porteur d'espoir pour le peuple Burundais tant éprouvé, il s'agirait à ce stade -ci de passer à sa réalisation concrète . L'objectif visé n'est autre que la recherche d'un consensus sur les conditions d'un redressement décisif . Et pour gagner du temps , il faudrait mettre intensivement à contribution les conseils consultatifs existants, notamment le Conseil National des Bashingantahe pour l'unité nationale et la réconciliation, le Conseil Economique et Social, le Conseil National de la Communication et le Conseil National de Sécurité . La mission et la composition de ces conseils présente un double avantage : l'ouverture à toutes les sensibilités et la mise en valeur du cachet technique par rapport aux couleurs politiques .



65. *Encourager et coordonner dans tout le pays les initiatives de réhabilitation et de modernisation de l'Institution des Bashingantahe* .Il faut dire ici que la manière dont cette institution est relancée tient assez souvent beaucoup plus à une certaine nostalgie qu'au souci réel d'une institution efficace eu égard à la gravité de la situation actuelle . Aujourd'hui, la qualité des Bashingantahe devrait répondre à des critères particulièrement sévères . Si cette institution est sérieusement repensée dans son ensemble et que sa réhabilitation s'effectue de façon harmonieuse, elle constituera la pièce maîtresse du processus d'adaptation de la structure et du fonctionnement de l'appareil étatique pour répondre aux exigences de cohérence et d'efficacité dictées par les impératifs de réconciliation et de reconstruction nationales .

66. *Mobiliser tous les secteurs productifs pour une relance de l'économie nationale* .

Ici comme ailleurs, le temps de la reconstruction et de la relance doit stimuler beaucoup d'innovations . Plus qu'un simple rôle d'organisation, l'Etat devrait encourager , stimuler et protéger les initiatives susceptibles de redresser l'économie, notamment dans le secteur privé .

67. *Mettre un soin particulier à l'élaboration prioritaire d'une politique sectorielle pertinente pour l'incadrement de l'enfance et de la jeunesse* .

Ceci est absolument capital , dans la mesure où une jeunesse en détresse non encadrée ou mal encadrée constitue une véritable bombe à retardement . Si , par contre , les problèmes d'une jeunesse victime de la crise sont judicieusement pris en charge, c'est cette même jeunesse qui va créer la dynamique indispensable à la normalisation de la situation .

### **Actions pour le moyen terme .**

68. *Procéder à la clarification des choix politiques et socio-économiques pour la mise en place des Institutions démocratiques* . C'est un travail qui devra être très soigneusement préparé, étant donné l'expérience décevante de la démocratisation précédente .

Loin de tout mimétisme, les institutions démocratiques à mettre en place devront être adaptées à la situation et aux problèmes spécifiques du Burundi d'aujourd'hui . Beaucoup d'imagination et d'audace permettront de procéder aux innovations nécessaires . Mais, ici encore moins qu'ailleurs, les transformations miraculeuses ne sont guère envisageables . Aussi faudra-t-il tenir compte du temps , et prévoir éventuellement des institutions provisoires à expérimenter dans un processus de démocratisation progressive .

*69. Mettre en place les mécanismes concertés pour le contrôle de la gouvernance politique , économique et administrative .*

Il s'agit d'un dispositif spécifique destiné à prévenir les dérapages à tous les niveaux et ainsi parachever le redressement des affaires .

#### **Actions pour le long terme .**

*70. Procéder à l'évaluation des institutions provisoires, et à la mise en place des institutions définitives .*

Ceci pourrait coïncider avec une étape prévue par le fonctionnement des institutions provisoires . Ce sera l'occasion de réajuster les perspectives et les stratégies dans tous les secteurs . Ceci veut dire qu'il s'agit d'un très large débat, essentiellement orienté vers la formulation des leçons à tirer de la crise actuelle et de toutes celles qui l'ont précédée . De cette importante concertation se dégageront également toutes les appréciations concernant l'ensemble des orientations et stratégies expérimentées dans la résolution pacifique du conflit Burundais .

Au bout du processus, le peuple Burundais devra être consulté par voie de referendum pour l'adoption d'une nouvelle Constitution .

*71. Procéder aux ETUDES DE PROSPECTIVES NATIONALES A LONG TERME (National Long Term Prospective Studies NLTPS ) .*

### **Les plus grands défis à relever.**

**72.** Même si , d'une façon ou d'une autre, les écueils à franchir dans la recherche des conditions d'une bonne gouvernance à partir d'une situation de guerre civile ont été évoqués plus haut, il ne semble pas inutile de rappeler les plus importants d'entre eux avant de conclure . C'est dans le but de ne pas perdre de vue le caractère finalement incertain des résultats réalisables . Cette précaution disposera sans doute l'esprit à ne pas prendre les solutions adoptées comme des panacées et à les soumettre à l'épreuve de l'expérience et du temps , tout en les appliquant résolument .

**73.** L'Etat moderne et démocratique à restaurer devra vaincre la tendance à se nourrir de la Société pour se mettre réellement à son service . Il faudra , pour cela , combler le fossé creusé par les réflexes de mauvaise gouvernance, entre la vie quotidienne des populations et les visions ou calculs de la politique officielle .

Il lui faudra que le principe sacré de la PARTICIPATION soit respecté à tous les niveaux et à propos de tous les sujets intéressant la vie de la Nation . De plus , la décentralisation du pouvoir et le partage des responsabilités devront être de véritables leitmotive pour conjurer les fâcheuses tendances à l'exclusion .

Les commis de l'Etat devront concevoir et mettre en place un système de contrôle incorruptible pour que la gestion de la Chose Publique dont ils sont les premiers responsables soit soumise à la rigueur de la Loi .

Enfin, il faudra mettre à contribution le génie du peuple Burundais pour mettre en place une institution nationale de médiation , conciliation et arbitrage , composée et fonctionnant de telle manière que sa crédibilité s'imposera à tout un chacun et à tous les niveaux .

**74.** Le secteur privé devra cesser de développer une sorte de fonctionnariat déguisé et faire preuve d'un savoir - faire autonome . Il lui faudra , pour cela , vaincre les réflexes de méfiance et le défaitisme provoqués par les crises de toute nature .

**75.** La société civile ne devrait plus se contenter d'une existence théorique pour devenir une force avec laquelle les autres partenaires doivent compter . Pour cela, il faudra que les groupes structurés de cette société civile se dégagent résolument de toutes les formes de ghettos pour mettre à l'honneur les droits et les devoirs du citoyen ainsi que le respect du Bien Commun .

## CONCLUSION

76. En abordant le thème de la GOUVERNANCE dans le cadre d'un rapport national sur le DHD , l'objectif poursuivi n'était pas de suggérer des stratégies de mise en place d'une gouvernance idéale .

En partant du fait que le pays concerné, le Burundi, est en situation de guerre civile depuis plus de 4 ans déjà, l'ambition de la réflexion s'est limitée à rechercher les mécanismes à mettre en oeuvre pour rétablir la plate - forme de base indispensable à la bonne gouvernance .

Pour un pays confronté à un conflit armé, cette plate-forme est essentiellement constituée par la mise en confiance des acteurs sociaux par le rétablissement de la paix, ainsi que l'ouverture de perspectives nouvelles sur base d'un dialogue social susceptible de rapprocher les forces antagonistes .

77. Après avoir rappelé la pertinence des concepts de BONNE GOUVERNANCE pour un DEVELOPPEMENT HUMAIN DURABLE, la description de la situaion critique du Burundi d'aujourd'hui a provoqué une réflexion sur les causes du conflit observé . Le constat a été que la crise Burundaise porte un cachet singulier, qui la rend parfois "incompréhensible" et donc particulièrement difficile à résoudre pour qui veut procéder de manière classique .

C'est pourquoi les propositions d'actions à mener pour la restauration des institutions de base de la bonne gouvernance, ont été assorties de trois conditions jugées incontournables , à savoir, le retour à une situation de sécurité publique garantie, le rétablissement de l'ordre public, et enfin l'introduction d'innovations axiologiques de nature à faire accepter un "contrat social"renové .

Pour la suite des opérations , les maîtres -mots seront : la participation, la décentralisation , la transparence, le partage des responsabilités, la paix sociale , la justice sociale et la prise en compte du paramètre "temps" .

---

# ANNEXE I

## Notes Explicatives

- (1) *La gouvernance en faveur du DHD* , Document de politique générale du PNUD ,1997, P.3
  - (2) Idem , p.7
  - (3) Idem, p.VI (résumé)
  - (4) Rapport S/1996/682, publié par le Conseil de Sécurité des Nations -Unies,le 22/8/1996, paragraphes 483 et 487 .
  - (5) Plus de 100.000 morts à l'arme blanche en moins d'un mois;  
la destruction de 126 586 habitats; 10 hôpitaux; 273  
immeubles administratifs; 41 tribunaux; 3407 adductions  
d'eau; 475 ponts; 3483 kilomètres de routes et pistes;  
158 444 bovins ; 810 104 caprins et ovins; 22 327 hectares de  
boisements .  
SOURCES : Livre Blanc publié par les Associations de la Société  
Civile, juillet 1996;  
Rapport de la Cellule de la Reconstruction du  
Ministère de la planification du Dév. et de la Rconstruction ,  
Octobre 1997 .
  - (6) *Burundi(1955-1962): Souvenirs d'un combattant d'une guerre  
perdue*, par Jean-Paul HARROY, dernier Gouverneur Général  
du Rwanda-Urundi, Bruxelles , Editions Hayez, 1979 .
  - (7) Ce genre d'explications allusives sont généralement adressées à  
des interlocuteurs qui connaissent bien le Moyen-Age français  
et ignorent presque tout de la société traditionnelle du  
Burundi. Les raccourcis et les extrapolations sont alors  
inévitables .
  - (8) Encore plus que les autres, cette comparaison recherche plus à  
toucher la sensibilité qu'à éclairer l'esprit .
-

- (9) *Burundi : Les prémices du drame*, Article publié par Jacques L.HENRY, dans la livraison de la Revue **Pourquoi pas ?** du 01/09/1988 (p.38-39), au lendemain de la crise de la mi-août 1988, (Ntega et Marangara ).
- (10) *Histoire sociale de l'Afrique de l'Est (xix-xx ème siècle)* ,  
Actes du Colloque du 17-24 Octobre 1989,  
Paris, Karthala, 1991 .
- (11) Résultats Définitifs du Recensement Général de la Population et de l'Habitation , Tome I , Gitega,Avril 1992, pages 1&2 .
- (12) Les cas de raids à victimes civiles préalablement ciblées ne se comptent plus ; le dernier en date parmi les plus tragiques a pris d'assaut en pleine nuit un dortoir du Petit Séminaire Catholique de BUTA, en province BURURI .

# ANNEXE II

## REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

1. Robert J. BERG et Jennifer Seymour WHITAKER ( Textes réunis par-) , *Stratégies pour un Nouveau Développement en Afrique* , Traduit de l'américain par Anne Sauvêtre, Paris, ECONOMICA, 1990, 556 pages .
2. I. William ZARTMAN, *La résolution des conflits en Afrique* , Traduit de l'américain par M.C. GAMBERINI et l'auteur, Paris, Ed. L'Harmattan, 1990, 269 pages .
3. Jacques LEMAIRE , *Profession Homme Politique*, (Dossier édité par-) , Bruxelles, Editions de l'Université de Bruxelles, 1992, 160 pages .
4. Universités Francophones, UREF, *Démocratisation, Economie et Développement: La place de l'Enseignement Supérieur*, Vol. 2, Recueil des Allocutions prononcées à l'occasion du colloque organisé par les Universités de Grenoble et l'AUFELF, les 12 et 13 Novembre 1991, Montréal, Editions AUFELF, 1992 , 255 pages .
5. United States Information Agency (USIA), *Qu'est-ce que la démocratie ?* Octobre 1991, 31 pages .
6. PNUD , *La gouvernance en faveur du développement humain durable*, Document de politique générale , Janvier 1997, 47 pages .
7. PNUD , *Rapport Mondial sur le Développement humain 1991 , 1992 ,et 1993* , Publiés par ECONOMICA pour le PNUD, avec respectivement 222, 229 et 255 pages .
8. PNUD, *Rapport de l'Atelier sur le Développement Humain Durable dans le contexte du pays* , organisé du 9 au 12 juin 1997, Bujumbura , Juin 1997, 168 pages .
9. BANQUE MONDIALE , *Rapport sur le Développement dans le monde 1991 ; Le défi du Développement* , 313 pages .

## II

10. Thérèse NIYONDIKO, *Gestion de la Programmation*, Syllabus élaboré pour le compte du Projet de renforcement opérationnel des Associations des Droits Humains et d'appui à la Démocratisation au Burundi (PRO-ADH), Bujumbura, Bureau Régional du CECI, Novembre 1994, 100 pages.

11. Joseph GATUGU, *L'idéale Démocratie ; Penser la souveraineté populaire avec Raymond ARON*, Mémoire de Licence dirigé par le Professeur André BERTEN, inédit, Louvain-La-Neuve, Septembre 1992, 82 pages.

12. Professeurs Luc RUKINGAMA et Venant BAMBONEYEHO, *L'éducation et la jeunesse face à la crise*, Enquête menée pour le compte du PNUD, Bujumbura, Août 1995, 41 pages.

13. Professeur Jean-Jacques SALOMON, *La science ne garantit pas le Développement*, in FURURIBLES, Juin 1984, pp. 37-68.

14. Professeur Joseph GAHAMA, *Cinq ans de transition démocratique au Burundi (1987-1992)*, Communication donnée au Colloque International et pluridisciplinaire sur le thème : Démocratie et Développement dans le Sud-Ouest de l'Océan Indien et en Afrique Centrale, Orientale et Australe, Antananarivo, du 17 au 24 Mai 1993, 18 pages.

15. Comité Italien pour l'UNICEF à l'Université "LA SAPIENZA" de Rome, *Traces pour un Futur Possible*, Cours multidisciplinaire universitaire d'éducation au Développement, Programmes des années académiques 1991-1992 et 1992-1993.

16. Fondation pour la Paix, l'Unité et la Démocratie, 3 Etudes réalisées et présentées au public sur les thèmes suivants :

- *Les conditions de réinstallation et de réintégration des rapatriés et des déplacés au Burundi ;*
  - *L'organisation du secteur Judiciaire ;*
  - *Les institutions adaptées à la situation du Burundi ;*
- Bujumbura, Août 1995.

17. Ministère de la Défense Nationale, Numéro Spécial du *Bulletin Militaire d'Information*, consacré à la Conférence Régionale sur le Rôle de l'Armée dans le Nouveau Contexte de Démocratie en Afrique, Bujumbura, Mars 1993, 27 pages.